

Le pouvoir local, crucial contre la radicalisation



Le Soir* - 16 Jun. 2016
Pagina 33

* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

Ce jeudi, Bart Somers, responsable politique Open VLD, présente son projet d'avis « Combattre la radicalisation et l'extrémisme violents, mécanismes de prévention au niveau local et régional » devant le Comité des Régions. Il en profite pour définir une politique européenne de lutte contre la radicalisation.

Au début du nouveau mandat du Comité européen des Régions, l'Assemblée des représentants régionaux et locaux de l'UE qui donne à ces gouvernements locaux et régionaux une voix dans la préparation de la législation européenne qui affecte les régions et les villes, la lutte contre la radicalisation a été adoptée comme l'une des principales priorités. Je fus ainsi nommé rapporteur et chargé de prendre l'initiative dans la définition d'une approche politique européenne pour les villes. Ma ville de Malines, ainsi que d'autres, a signalé dès le début des premiers signes de radicalisation. Grâce, entre autres, à un réseau élaboré, nous étions en mesure d'intervenir rapidement. Mais ceci est un long processus où il existe peu de partages de connaissances. Juste au moment où je commençais mon avis, les attaques de Paris ont eu lieu, et ont malheureusement été suivies en mars de cette année par les attaques à Bruxelles qui ont coûté la vie à 32 personnes, et ce à seulement quelques dizaines de kilomètres de ma propre ville. Ceci démontre une fois de plus la nécessité d'échanger les connaissances et les expériences en cette matière.

L'importance de la prévention

Dans mon avis, je mets surtout l'accent sur le volet préventif, sachant que la radicalisation a des caractéristiques très semblables à ce que nous voyons dans les cultes. Il est difficile de ramener quelqu'un à la raison, une fois qu'il est obscurci par une idée. Ceci est également lié à un processus d'isolement, qui rend encore plus difficile l'accès à ces victimes. Dans un monde avec tellement de choix, avec beaucoup de diversité et de confusion, une vision simpliste en noir et blanc est attrayante. L'offre des extrémistes, de vous changer de zéro en héros, est alors intéressante. C'est la raison pour laquelle il est important d'arrêter ce processus à un stade précoce. Les autorités locales sont donc cruciales dans la déradicalisation ; elles sont les seules qui peuvent construire un réseau inclusif dans lequel les histoires simplistes sont déconstruites.

Chacun d'entre nous a plusieurs identités : celle du père, de la sœur, élève, musulman, Belge, Marocain, européen... La tâche essentielle d'une ville réside dans la création d'un dénominateur commun ; une identité où chaque résident peut se sentir à la maison, avec laquelle il se sent lié. Par conséquent, il y a un besoin d'une identité ouverte. Une ville qui a la confiance de ses citoyens. Cette confiance mutuelle ne vient pas en vivant ségrégué l'un de l'autre. C'est précisément en vivant avec l'autre, qu'au lieu de l'individu, c'est un groupe qui émerge. La « ghettoïsation » de certains quartiers non seulement crée un sentiment d'anarchie, mais aussi de répudiation.

Etre fier de son quartier

Quand il se crée des zones grises dans des quartiers où l'état de droit ne fonctionne plus, qui se détériorent et où les dealers de drogue ont la voie libre, une autre société est créée, un terrain de recrutement idéal pour l'antipolitique. Par conséquent, une politique urbaine doit aussi veiller à la sécurité et se doit de protéger les plus faibles. En même temps, nous devons investir dans ces quartiers dans des logements habitables, un espace ouvert de qualité, des bonnes écoles, des emplois...

Les gens devraient être fiers du quartier dans lequel ils vivent, avoir le sentiment qu'ils font aussi bien partie de la communauté. Ces formes de « ghettoïsation » peuvent être contrées au niveau local grâce à des investissements dans l'infrastructure sociale, mais encore plus en créant l'égalité des chances. Une politique forte contre la discrimination et l'exclusion sociale est donc cruciale, non seulement parce que cela fait partie de nos valeurs européennes fondamentales, mais aussi parce qu'elles obstruent la mobilité sociale ascendante. Cette mobilité est nécessaire afin d'habiliter davantage les gens. Il n'y a pas une relation égale entre l'exclusion et de la discrimination, mais dans les quartiers ou groupes défavorisés, le risque d'aliénation est plus grand. Dans cette situation, le chemin est ouvert pour l'hostilité contre le gouvernement, contre la société dont on fait partie, ce qui permet aux extrémistes de recruter plus facilement...

Copyright © 2016 Rossel & Cie. Alle rechten voorbehouden